

O

Et il y a aussi l'énorme coût d'opportunité: des millions d'emplois pourraient être créés et des centaines de milliards de dollars de revenus pourraient être générés grâce à quelques mesures raisonnables que jusqu'ici les gouvernements ont hésité à prendre.

La solution n'est pas de tourner le dos au potentiel des marchés libres. Cela serait désastreux.

Après tout, l'Organisation mondiale du commerce et l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce qui l'a précédée ont permis au monde de connaître 50 ans de progrès économiques remarquables.

Mais trop de pays ont été laissés en marge. Un système qui était censé être mutuellement avantageux semble parfois être davantage un jeu à somme nulle.

Loin d'être démarginalisés, le pêcheur vietnamien, le planteur de coton burkinabè et le cultivateur autochtone d'herbes médicinales brésilien sont entravés dans leurs efforts.

La solution est de libérer leur potentiel. Tout comme il nous faut améliorer le cadre sécuritaire multilatéral, il nous faut rendre confiance dans le cadre commercial multilatéral. Si nous ne réalisons pas de progrès maintenant, l'amertume d'aujourd'hui pourrait fort bien entraîner des réactions brutales demain.

Nous ne pouvons pas résoudre tous ces problèmes ici à Cancún. Mais nous devons faire un premier pas.

Une mesure importante a déjà été prise sur la question de la propriété intellectuelle et de la santé publique. Je me félicite de l'accord récent qui donne aux pays en développement qui ne peuvent pas produire de médicaments génériques à bon marché le droit de les importer d'autres pays en mesure de le faire. Il faut maintenant nous assurer que le mécanisme convenu est appliqué avec la souplesse nécessaire pour que les pays en développement puissent avoir accès aux médicaments. C'est là un impératif moral. J'engage vivement toutes les parties concernées à aider les pays en développement - notamment en leur apportant une assistance technique et juridique - à tirer le meilleur parti de ce mécanisme pour répondre à leurs besoins en matière de santé publique.

Mais si nous voulons que les résultats obtenus ici à Cancún soient crédibles, il faut nous attaquer à la question plus vaste du commerce des produits agricoles - question cruciale pour l'économie de nombreux pays. Il faut éliminer les subventions qui poussent les prix vers le bas et empêchent les agriculteurs pauvres des pays en développement d'être compétitifs.

Ceux qui insistent pour que les pays pauvres ouvrent leurs marchés ont peut-être réellement à cœur les intérêts de ces pays. Mais ne soyons pas surpris que les pays pauvres soient peu enclins à le prendre au sérieux, lorsqu'ils découvrent que les marchés des pays riches restent fermés à leurs produits et qu'ils doivent concurrencer, chez eux et sur le marché mondial, les produits subventionnés de ces mêmes pays riches.

Il faut absolument éliminer progressivement les barrières et les subventions dans les pays développés, aussi rapidement que possible, pour le bien de l'humanité.

C'est dans l'intérêt des riches aussi bien que des pauvres. Les barrières et les distorsions commerciales peuvent affecter le bien-être de la population dans les pays développés, comme dans les pays en développement. Les pays développés dépensent de vastes sommes en subventions, soutenant souvent des secteurs relativement réduits et improductifs de leurs économies. Ce faisant, ils nuisent doublement à leurs propres citoyens, qui pâtissent à la fois en tant que contribuables et en tant que consommateurs.

Il existe certainement de meilleurs moyens d'aider les agriculteurs des pays riches qui ont réellement besoin d'aide que de subventionner les gros exportateurs au point que les agriculteurs pauvres dans les pays pauvres ne peuvent plus nourrir leur famille. Il n'est pas difficile d'imaginer un système dans lequel le sort de pratiquement tout le monde serait amélioré.

L'agriculture est une question cruciale. Mais ce n'est pas le seul domaine dans lequel l'ordre commercial mondial actuel est déséquilibré. Il faut aussi ouvrir de nouvelles perspectives aux pays en développement en libéralisant réellement le commerce des textiles, en adoptant des accords spécifiques leur permettant de participer activement au commerce de plus en plus important des services, et en procédant plus rapidement au transfert de technologies.

Bien sûr, les pays en développement sont aussi tenus de s'aider eux-mêmes.

En tant que groupe, ils ont pris, au cours des 15 dernières années, des mesures importantes - souvent sans qu'on les en loue et sans rien recevoir en échange - pour libéraliser le commerce. Mais certains d'entre eux pourraient faire plus encore pour saisir les possibilités d'exportation. Par exemple, ils pourraient améliorer leurs capacités et leur compétitivité en réduisant les barrières aux importations - en particulier celles d'autres pays en développement.

Cela dit, la libéralisation du commerce n'est pas une panacée pour les pays en développement. Pour nombre d'entre eux, elle entraîne un ajustement et des coûts sociaux considérables. C'est pourquoi il faut une synergie et un bon équilibre - entre les capacités des pays en développement, le niveau d'obligations qu'ils doivent assumer, le coût de la mise en oeuvre et l'adéquation des ressources financières et techniques dont ils disposent. Les pays en développement ont besoin d'aide pour le commerce, et cette aide ne doit pas être octroyée aux dépens de l'aide au développement.

La libéralisation du commerce doit être gérée avec le plus grand soin dans le cadre de stratégies globales de développement qui englobent la santé, l'éducation, l'autonomisation des femmes, le renforcement de l'état de droit et bien d'autres choses encore. Les pays en développement ont besoin d'aide pour créer les institutions et les infrastructures, acquérir les technologies et les compétences, et mettre en place les régimes juridiques qui leur permettront de réaliser leur objectif. Les pays les moins avancés en particulier requièrent souvent un traitement véritablement spécial et préférentiel - et pas seulement davantage de temps pour appliquer les nouvelles règles.

Le commerce est la manifestation la plus visible de la mondialisation. Il a prouvé sa capacité de créer des emplois et des richesses pour certains. Et pourtant, il y a énormément d'inquiétude, voire de méfiance, envers les nouveaux espaces économiques et technologiques dans lesquels nous vivons. Tant de gens n'ont pas encore vu le moindre bénéfice, et dans le monde en développement, il y a eu de grandes perturbations sans qu'il y ait de filet de sécurité.

Vous, les Ministres du commerce des pays du monde, devez montrer à ces gens que vous avez entendu leurs appels en faveur d'une plus grande équité. Vous devez les convaincre que, dorénavant, vos négociations et vos décisions tiendront réellement compte de leurs besoins et de leurs aspirations.

Vous avez une lourde responsabilité, en même temps qu'une occasion à saisir. Les décisions que vous prendrez pourront faire pencher la balance vers la pauvreté ou la prospérité, et même la vie ou la mort, pour des millions et des millions d'habitants de la planète.

Ici à Cancún, je vous supplie de dire "Non!" aux politiques commerciales qui aggravent la pauvreté, et "Non!" aux pratiques commerciales qui réduisent l'utilité de l'aide.

Et je vous exhorte à dire "Oui!" à des mesures hardies mais judicieuses qui relanceront l'économie mondiale et permettront de franchir une nouvelle étape sur la voie du développement.

Il est grand temps de passer enfin à l'action, avant que les beaux discours ne perdent leur sens.